



Filières et marchés

Pommes de terre bio : une production en hausse

La production de pommes de terre bio a augmenté en 2013. Cette hausse a permis pour la première fois la présence en rayon de tubercules d'origine française pratiquement tout l'été. En 2014, l'offre nationale a de nouveau progressé grâce à de bons rendements et à une augmentation des surfaces.

Des résultats encourageants

Depuis 2012, le CNIPT suit les évolutions de plantation et de production de la pomme de terre bio en réalisant deux fois par an avec l'aide du bureau d'étude AND International une enquête auprès des opérateurs les plus importants du secteur. Selon [cette enquête](#), les rendements ont été de manière générale meilleurs en 2014 et les surfaces ont augmenté de 5%. La production serait ainsi en hausse de 16%. Elle est estimée à environ 22 000 T pour les circuits longs. À noter que la vente directe est exclue de l'enquête.

Une filière qui se structure

Avec le soutien du réseau FNAB, un travail de structuration de la filière pomme de terre bio a démarré dans plusieurs régions de France via des échanges entre GRAB et OEPB (organisations économiques de producteurs bio). L'objectif est de sécuriser les volumes dans un marché où les rendements sont relativement variables d'une saison à l'autre (réflexions autour de la contractualisation, échanges entre régions productrices...).

Ce travail de structuration pourrait toutefois être mis en péril par des emblavements individuels non réfléchis concernant la commercialisation : il est important que le développement de la filière se fasse de manière collective et en concertation avec les opérateurs aval sur de nouveaux débouchés (industrie, restauration collective...).



© GABNOR



Le crédit d'impôt en faveur de l'agriculture biologique

Mis en place depuis 2006 grâce à l'action du réseau FNAB, le crédit d'impôt en faveur de l'agriculture biologique est inscrit dans l'actuelle loi de finances et couvre les revenus agricoles de l'exercice 2014 (c'est-à-dire ceux concernés par la prochaine déclaration de revenus). Voici quelques rappels sur ce dispositif national.

Un peu d'histoire...

Le crédit d'impôt en faveur de l'agriculture biologique (CI-bio) a été obtenu en 2006 par le réseau FNAB. À l'époque, en l'absence de toute rémunération de reconnaissance pour les services environnementaux de l'AB, ce crédit d'impôt « première génération » visait le soutien des fermes certifiées en bio. Il combinait un montant forfaitaire (1 200€) et une part surfacique (200€/ha dans la limite de 800€), soit un montant total de 2 000€ maximum. En 2009, il a été prorogé et son montant doublé (soit 4 000€ maximum par ferme). En 2011, le dispositif a encore évolué pour devenir un soutien complémentaire aux aides dédiées à la bio prévues dans la PAC. Ramené à 2 500€ maximum, il vise désormais plus spécifiquement les plus petites fermes qui bénéficient de peu d'aides surfaciques.

Principe

Inscrit dans la **loi de finances**, le CI-bio couvre l'exercice fiscal 2014. Il est accessible à toutes les entreprises agricoles, quel que soit leur régime fiscal (réel ou forfait). Il s'élève à 2 500€/an maximum, dans la limite de 4 000€ d'aides bio (somme du crédit d'impôt bio et des aides PAC spécifiquement bio). La transparence GAEC s'applique pour le montant du crédit d'impôt et l'application de ce plafond, dans la limite de trois parts.

Critères d'éligibilité

Pour prétendre au CI-bio, les entreprises agricoles doivent justifier d'au moins 40% de leurs recettes agricoles issues d'activités certifiées en AB. En cas de pluriactivité, seules les recettes issues des activités agricoles entrent en ligne de compte pour le calcul de cette part de recettes. Comme il s'agit d'un crédit d'impôt et non d'un allègement de charges, les producteurs non-imposables reçoivent directement cette somme. Au titre du « droit de reprise », si un producteur a omis de demander son crédit d'impôt bio les années précédentes, il peut le demander jusqu'à trois ans après l'exercice concerné.

Points de vigilance

Le CI-bio est un soutien s'inscrivant dans le cadre dit « de minimis » relatif à la production agricole. Depuis 2014, le cumul des aides « de minimis » est plafonné à 15 000€ par exploitation sur trois exercices fiscaux consécutifs (exercice en cours et les deux précédents). Vous devez donc intégrer dans votre décompte les autres aides éventuelles « de minimis » déjà perçues sur votre ferme.

D'autre part, il est prévu que le CI-bio soit maintenu jusqu'en 2017, ce dispositif étant explicitement inscrit dans les mesures du programme national Ambition bio 2017. Toutefois, pour entrer effectivement en vigueur lors de l'exercice fiscal 2015, il doit nécessairement être réinscrit dans la future loi de finances. Les conditions de son application et son montant peuvent donc encore évoluer à l'avenir. N'hésitez pas à contacter votre GAB/GRAB pour toute information.

Formulaire de demande du CI-bio (disponible mi-février)

Accès en ligne sur le site www.impots.gouv.fr, rubrique "Recherche de formulaires" ► indiquer "2015" dans la case "année", puis "2079" ► "BIO-SD" dans les cases "numéro d'imprimés".



Embargo russe : des aides pour les arboriculteurs et les maraîchers

Face aux conséquences de l'embargo russe, plusieurs dispositifs de soutien aux exploitations productrices de fruits et légumes ont été mis en place. Présentation de ces dispositifs.

Dispositif européen

Il est géré par France AgriMer.

Champs d'application	<ul style="list-style-type: none">• Retraits de marché (à destination de la distribution gratuite ou non)• Non récolte• Récolte en vert
Critères d'éligibilité	<ul style="list-style-type: none">• Organisations de producteurs (OP) bénéficiant d'un programme opérationnel en cours d'exécution• Producteurs indépendants : producteurs non adhérents d'une OP, producteurs adhérents d'une OP en suspension de reconnaissance, producteurs adhérents d'une OP qui n'a pas de programme opérationnel
Montant de l'aide	Variable selon le produit, le type de mesure et le type de bénéficiaire (organisation de producteurs ou producteur indépendant).

Les dossiers sont à déposer avant le 31 janvier 2015. Les formulaires et les notices explicatives sont disponibles sur le [site de France AgriMer](#). Pour toute question, vous pouvez envoyer un mail à : aidefl.embargorussie@franceagrimer.fr

Dispositif national

Aides proposées	<ul style="list-style-type: none">• Prise en charge d'intérêts sur les échéances des prêts bancaires professionnels à long et moyen terme, d'une durée supérieure ou égale à 24 mois, bonifiés ou non bonifiés (plus d'infos)• Prise en charge d'une partie des intérêts relatifs aux prêts de reconstitution de fonds de roulement, appelés aussi prêts de trésorerie (plus d'infos)
Critères d'éligibilité	Aides réservées aux exploitations spécialisées (60% du CA issu de la production de fruits et légumes), avec un taux d'endettement d'au moins 30% et qui ont subi une chute d'au moins 30% de leur CA en 2014 par rapport à la moyenne des cinq exercices précédents (en excluant la valeur la plus élevée et la valeur la plus basse) ou par rapport à 2013.

Les dossiers sont à déposer avant le 27 février 2015.

Attention : Pour ce dispositif national, il s'agit d'aides « de minimis » (cf. plus haut).





Recherche et expérimentation

Première journée technique légumes bio du Sud-Est

Le 4 novembre dernier, Sud & Bio Languedoc-Roussillon a organisé, en partenariat avec le Civam Bio 66 et le Groupe de Recherche en AB d'Avignon, une journée technique pour présenter aux producteurs de légumes des trois régions (Languedoc-Roussillon, PACA et Rhône-Alpes) les résultats des dernières expérimentations menées par les deux stations du Sud-Est membres du réseau ITAB. Objectif réussi puisque 80 personnes ont participé à cette journée.

Principaux enjeux pour la profession maraîchère bio dans le Sud-Est

Cette journée s'inscrit dans le cadre du travail initié par le groupe technique interrégional Sud-Est, constitué en septembre dernier avec l'appui de la FNAB. Le GTI, qui réunit producteurs et salariés du réseau FNAB, a identifié deux grands enjeux :

- Amélioration des performances techniques pour les exploitations orientées en circuit long qui subissent une stagnation, voire une érosion des prix ;
- Professionnalisation des exploitations en circuit court pour mieux répondre aux exigences qualitatives des consommateurs.

Thèmes techniques prioritaires

La journée, qui intégrait des visites sur exploitation, a abordé les problématiques techniques majeures rencontrées sur le terrain par les producteurs bio et leurs encadrants techniques :

- Adaptation des variétés à la conduite en bio pour répondre aux impératifs de diversification de la gamme conjugués aux nécessités de rotation des cultures ;
- Résilience des systèmes de production face aux risques des ravageurs grâce à l'introduction d'éléments de biodiversité (bandes fleuries à l'intérieur des abris) ;
- Maîtrise du risque nématodes sous abri pour des espèces sensibles telles que tomates, aubergines, melons, concombres, courgettes et salades.

Un GTI légumes Sud-Est en ordre de marche !

Cette journée a renforcé la volonté des membres du GTI Sud-Est de poursuivre leurs échanges pour mutualiser savoir-faire et compétences, renforcer l'appui technique de proximité aux producteurs bio et co-construire les programmes d'expérimentation.

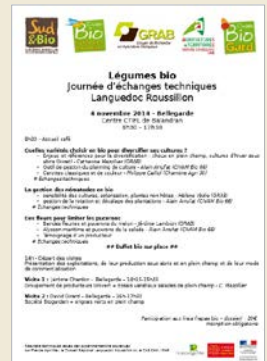
La prochaine réunion du GTI aura lieu au premier trimestre 2015 et rassemblera une quinzaine de producteurs représentatifs de la diversité des territoires du Sud-Est, des circuits commerciaux et des parcours bio. Installation, conversion et démarche de progrès seront notamment à l'ordre du jour. Nul doute que la feuille de route 2015 qui sera issue de la réunion sera bien remplie car même si la réforme ne réunira pas les trois entités régionales actuelles du Sud-Est, la communauté de pratiques et de besoins est bien réelle pour les professionnels bio.

- Les présentations de la journée sont disponibles sur le [site de Sud & Bio](#)



© CIVAM Bio 66

Le programme de la journée



Cliquez sur l'image



© CIVAM Bio 66

Chiffres clés de la filière maraîchère bio dans le Sud-Est

- 1 937 producteurs
- 3 441 hectares engagés en bio...
- ... dont 333 ha en conversion

Publications

Alter Agri 128 : Gérer maintenant la fertilité des sols pour mieux produire demain

- Comment les agriculteurs gèrent-ils la fertilité des sols ?
- Témoignages de neuf agriculteurs
- Plus de 200 travaux identifiés sur la fertilité des sols
- Quelles attentes sur la fertilité des sols en AB ?



Cahier technique : Protection des cultures de tomates sous abri contre Tuta absoluta

Un **cahier technique** présentant des éléments de stratégie pour contrôler les invasions de Tuta en culture de tomates sous abri en PBI ou en AB a été édité dans le cadre du **projet CASDAR TutaPI** (2011-2014), piloté par l'ITAB et l'INRA.

Agenda

19-23 janvier 2015

Formation de l'Atelier Paysan (AP) sur **la dérouleuse à plastiques**, Mozas (38)

27-28 janvier 2015

Assemblée générale de CohéFlor Bio, Angers (49)

11-14 février 2015

BioFach, Salon pilote mondial des aliments biologiques, Nüremberg (Allemagne)

21 février - 1^{er} mars 2015

Salon international de l'agriculture (SIA), Paris

26 février 2015

Séminaire international de l'agriculture biologique au SIA, Paris

9-13 mars 2015

Formation de l'AP sur **la butteuse à planches**, Château-Gontier (53)

11-13 mars 2015

5^{ème} Conférence internationale sur les méthodes alternatives de protection des plantes, Lille (59)

25 mars 2015

Colloque « Relever le défi de la protection contre les taupins », Paris

Directrice de publication : Stéphanie PAGEOT (FNAB)

Comité de rédaction : Alain DELEBECQ (GABNOR), Jean-Paul GABILLARD (FRAB Bretagne), Nicolas HERBERTH (CGA Lorraine), Patrick MARCOTTE (CIVAM Bio 66), Goulven MARECHAL (FRAB Bretagne)

Rédaction : Marianne ROISIN et Anne HAEGELIN (FNAB)

Secrétariat de rédaction : Marion WADOUX (FNAB)

Conception graphique : Compote de Com' (www.compote-de-com.com)

Maquettage : Arthur BRUNET (FNAB)



• FNAB •
Fédération Nationale
d'Agriculture **BIOLOGIQUE**



Avec la contribution financière
du compte d'affectation spéciale
«développement agricole et rural»

Cette publication bénéficie du soutien du ministère de l'Agriculture, de l'Agro-alimentaire et de la Forêt. Sa responsabilité ne saurait toutefois être engagée.